

2017

**COMPTES ANNUELS
DEFINITIFS**

**Agence
Exécutive
Education,
Audiovisuel
et Culture -
EACEA**

I. BASES LEGALES ET PRINCIPES COMPTABLES	3
I.1 INTRODUCTION.....	3
I.2 BASES LEGALES	3
I.3 PRINCIPES COMPTABLES	4
I.4. REGLES COMPTABLES	5
II. ETATS FINANCIERS	8
II.1 BILAN	8
II.2 COMPTE DE RESULTAT	10
II.3 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	11
II.4 ETAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET.....	11
II.5 NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS	12
II.5.1. NOTES ANNEXES AU BILAN	12
II.5.2 NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RESULTAT	17
II.5.3. NOTES ANNEXES AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	21
II.5.4 DROITS ET OBLIGATIONS HORS BILAN ET AUTRES INFORMATIONS	21
II.5.5 INSTRUMENTS ET RISQUES FINANCIERS	22
II.5.6 METHODES COMPTABLES	23
II.5.7 INFORMATIONS RELATIVES AU MANAGEMENT	23
II.5.8 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	23
III. ETATS BUDGETAIRES	24
III.1. RESULTAT BUDGETAIRE	24
III.2.RECONCILIATION DU RESULTAT BUDGETAIRE/COMPTABLE	25
III.3. EXECUTION BUDGETAIRE	26
III.3.1. RECETTES BUDGETAIRES	27
III.3.2. DEPENSES BUDGETAIRES	28
III.4. BUDGET INITIAL 2017 ET TRANSFERTS	32
IV. RESSOURCES HUMAINES	34

I. BASES LEGALES ET PRINCIPES COMPTABLES

I.1 INTRODUCTION

Le système comptable de l'Agence se compose d'une comptabilité budgétaire et d'une comptabilité générale d'exercice tenues en euros. La comptabilité budgétaire a pour objet de donner une image détaillée de l'exécution budgétaire et elle est basée sur le principe de comptabilité de caisse modifié, c'est-à-dire qu'elle reconnaît la dépense ou la recette au moment où elle est décaissée ou encaissée à l'exception d'éléments comme le report de crédit. La comptabilité d'exercice, quant à elle, enregistre la dépense ou le revenu dans la période où la prestation qui y est liée survient, sans considération de la date de paiement ou d'encaissement.

Les comptes, en plus d'être réguliers, sincères et complets doivent donner une image fidèle des actifs et passifs de l'Agence, des droits et obligations de celles-ci, de ses flux de trésorerie ainsi que de l'exécution budgétaire en recettes et dépenses.

L'objectif des états financiers est de fournir une information sur la situation patrimoniale et financière, sur le résultat économique, les flux de trésorerie et la variation des capitaux propres d'une entité. Quant aux états budgétaires, ils récapitulent les opérations budgétaires de l'exercice en recettes et en dépenses.

Pour une Agence comme l'EACEA, ces états permettent de démontrer la bonne utilisation des ressources qui lui ont été confiées.

I.2 BASES LEGALES

Les états financiers de l'Agence sont présentés conformément aux règlements suivants:

- Règlement (CE) N° 58/2003 du Conseil du 19 décembre 2002 portant statut des agences exécutives chargées de certaines tâches relatives à la gestion de programmes communautaires.
- Décision d'exécution de la Commission 2013/776/UE du 18 décembre 2013 instituant l'Agence exécutive "Education, audiovisuel et culture" pour la gestion de l'action communautaire dans le domaine de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture, en application du règlement (CE) N°58/2003 du Conseil
- Règlement (CE) No 1653/2004 de la Commission du 21 septembre 2004 portant règlement financier type des agences exécutives en application du règlement (CE) N° 58/2003 du Conseil portant statut des agences exécutives chargées de certaines tâches relatives à la gestion de programmes communautaires, tel que modifié par le règlement (CE) N° 651/2008 du 09 juillet 2008.

Par ailleurs, pour tout aspect relatif au fonctionnement des agences exécutives qui n'est pas expressément défini par ce règlement, s'appliquent *mutatis mutandis* les dispositions du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et du règlement (UE, Euratom) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012.

- Les règles comptables de la Commission (basées sur les normes IPSAS) adoptées par le comptable de la Commission.

I.3 PRINCIPES COMPTABLES

Les états financiers sont présentés en conformité avec les principes suivants:

- Principe d'unité de compte (règlement financier des agences exécutives art.13):

Le budget est établi, exécuté et fait l'objet d'une reddition des comptes en euros.

- Principe de continuité des activités (règlement financier des agences exécutives art.53):

Le principe de continuité des activités signifie que, pour l'élaboration des états financiers, l'Agence est présumée avoir une durée de vie illimitée, bien que l'EACEA ait actuellement une vie limitée à 2024 conformément à l'acte instituant l'Agence.

- Principe de prudence (règlement financier des agences exécutives art.53):

Le principe de prudence signifie que les actifs ou les produits ne sont pas surévalués et les passifs ou les charges ne sont pas sous-évalués. Cependant, le principe de prudence ne permet pas la création de réserves occultes ou de provisions excessives.

- Principe de permanence de la méthode comptable (règlement financier des agences exécutives art.53):

Le principe de permanence des méthodes signifie que la structure des éléments composant les états financiers, ainsi que les méthodes de comptabilisation et les règles d'évaluation, ne peuvent pas être modifiées d'un exercice à l'autre.

- Principe de la comparabilité des informations (règlement financier des agences exécutives art.53):

Le principe de comparabilité des informations signifie que chaque poste des états financiers reprend l'indication du montant relatif au poste correspondant de l'exercice précédent.

- Principe de l'importance relative (règlement financier des agences exécutives art.53):

Le principe de l'importance relative signifie que toutes les opérations ayant un caractère significatif pour l'information recherchée sont prises en compte dans les états financiers. L'importance relative s'apprécie notamment par rapport à la nature de la transaction ou de son montant.

- Principe de non compensation (règlement financier des agences exécutives art.53):

Le principe de non compensation signifie qu'aucune compensation ne peut être faite entre les créances et les dettes ou entre les charges et les produits, sauf dans le cas de charges et produits résultant de la même transaction, de transactions similaires ou

d'opérations de couverture et pour autant qu'ils ne soient pas individuellement significatifs.

➤ Principe de la prééminence de la réalité sur l'apparence (règlement financier des agences exécutives art.53):

Le principe de prééminence de la réalité sur l'apparence signifie que les événements comptables repris dans les états financiers sont présentés en fonction de leur nature économique.

➤ Principe de la comptabilité (règlement financier des agences exécutives art.53):

Le principe de la comptabilité d'exercice signifie que les transactions et les événements sont comptabilisés au moment où ils se produisent et non pas lors du paiement ou du recouvrement effectifs. Ils sont enregistrés dans les comptes des exercices auxquels ils se rapportent.

I.4. REGLES COMPTABLES

Les états financiers, conformément au règlement financier général art.143, respectent les règles comptables adoptées par le comptable de la Commission.

Les principales règles qui affectent les comptes de l'Agence sont résumées ci-dessous:

➤ Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont valorisées au prix d'acquisition en euros (ou si nécessaire au prix d'acquisition en devise converti en euros au taux en vigueur lors de l'achat). La valeur comptable d'une immobilisation est égale à son prix d'acquisition ou de production diminuée des amortissements cumulés et des réductions de valeurs et augmentée des réévaluations.

Les frais annexes sont inclus dans le montant immobilisé ou reconnus séparément comme immobilisation seulement s'ils engendrent un bénéfice économique futur. Toute réparation ou maintenance est comptabilisée en charge dans l'année pendant laquelle elle est encourue.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur une base mensuelle afin de répartir le coût sur la durée de vie estimée du bien.

Les immobilisations font l'objet d'un ajustement si nécessaire à la clôture annuelle des comptes.

Les immobilisations incorporelles développées en interne sont capitalisées lorsque les critères pertinents des règles comptables de l'UE sont remplis. Les coûts capitalisables comprennent tous les coûts directement imputables qui sont nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation afin qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par la direction. Les coûts associés aux activités de recherche, les coûts de développement non capitalisables et les coûts d'entretien sont passés en charge à mesure qu'ils sont encourus.

➤ Conversion en devises

Les états financiers sont présentés en euros.

Les transactions libellées en monnaie étrangère (hors euro) seront comptabilisées dans les états financiers de l'UE en euro au taux de change applicable à la date de transaction.

A la clôture, les éléments monétaires du bilan doivent être convertis au taux de clôture.

Les écarts de change sont comptabilisés dans des rubriques spécifiques du compte de résultat en charges ou en produits selon la nature de la transaction à laquelle ils se rattachent.

➤ Contrat de location

Lorsqu'un contrat de location ne donne pas lieu à un transfert substantiel de risques ou de propriété (une part importante des risques et avantages inhérents à la propriété incombe au bailleur), il est considéré comme un contrat de location simple. Dans ce cas, les paiements effectués dans ce cadre sont pris en charges dans le compte de résultat de manière linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

➤ Préfinancement

Le préfinancement est un paiement destiné à fournir au bénéficiaire une avance en espèces, à savoir un fonds de trésorerie. Il peut être fractionné en plusieurs versements sur une période déterminée selon les conditions prévues au contrat. L'avance est restituée ou utilisée aux fins pour lesquelles elle est prévue pendant la période définie dans le contrat. Si les dépenses encourues dans le cadre de l'exécution du contrat ne sont pas éligibles, le bénéficiaire a l'obligation de retourner l'avance à l'Agence. Le montant de l'avance est réduit (totalement ou partiellement) en fonction de l'acceptation des dépenses éligibles.

A la fin de l'année, les montants de préfinancement ouverts sont valorisés au montant initial sous déduction des montants remboursés, des dépenses éligibles et apurées, et des réductions de valeur.

Les garanties relatives au préfinancement sont mentionnées dans les actifs hors bilan.

➤ Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur de réalisation.

Aucune provision pour créance douteuse n'est établie à l'égard des institutions européennes (entités consolidées).

Pour les autres créances, une provision pour créances douteuses est constituée, le cas échéant, sur base d'une revue des montants ouverts à la date de clôture des comptes s'il y a une preuve objective que les montants ne pourront pas être recouvrés.

➤ Trésorerie et équivalents de trésorerie

Il s'agit d'instruments financiers définis comme actifs circulants. Ils comprennent l'encaisse, les dépôts bancaires à vue et autres placements à court terme très liquides assortis d'échéances initiales inférieures ou égales à trois mois.

➤ Provisions

Des provisions sont constituées et comptabilisées par l'Agence lorsque celle-ci a une obligation légale et fondée résultant d'une transaction passée et qu'il existe une probabilité de devoir consommer des ressources pour apurer cette obligation. Le montant de la provision doit toutefois pouvoir être estimé de manière raisonnable et fiable.

➤ Produits et charges

Les transactions et événements sont constatés dans les états financiers de l'exercice auquel ils se rapportent.

Les charges liées à des opérations avec contrepartie directe telles que les achats de biens/services sont comptabilisées lorsque les biens/services sont livrés et acceptés. Elles sont évaluées au coût de facturation initial. Les charges liées à des opérations sans contrepartie directe sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel les événements donnant lieu aux transferts se sont produits pour autant que la nature du transfert soit autorisée par la réglementation ou qu'un contrat signé autorise le transfert, que le bénéficiaire réponde aux critères d'éligibilité et que le montant puisse être raisonnablement estimé. Le produit de la vente de biens/services est comptabilisé lorsque l'acheteur s'est vu transférer les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens.

La comptabilisation se fait en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture.

A la fin de la période comptable, les charges à payer sont constatées sur la base du montant estimatif des transferts dus au titre de l'exercice. Les produits sont également comptabilisés dans l'exercice auquel ils se rapportent. En fin d'exercice, lorsque le service a été rendu/le bien livré mais que la prestation n'a pas été facturée, le montant correspondant est comptabilisé dans les états financiers en tant que produit à recevoir. A l'inverse, si une facture a été envoyée et que la prestation n'a pas été effectuée, le montant correspondant est comptabilisé dans les états financiers en tant que produit à recevoir.

➤ Passifs et actifs hors bilan

Un actif hors bilan est un droit résultant d'un événement passé, pour lequel l'existence sera confirmée par la survenance ou non d'un ou plusieurs événements futurs qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de l'Agence.

Un passif hors bilan est une obligation possible découlant d'un événement passé, pour laquelle l'existence sera confirmée uniquement par la survenance ou non d'un ou plusieurs événements futurs qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de l'Agence; ou une obligation présente qui découle d'événements passés mais qui n'est pas reconnue soit parce que une consommation de ressources pour apurer l'obligation n'est pas certaine, ou soit le montant de l'obligation ne peut pas être estimé de manière fiable.

Remarque préliminaire: les montants repris des états financiers qui suivent sont arrondis à l'euro près ce qui peut présenter des différences d'arrondis dans les additions.

II. ETATS FINANCIERS

II.1 BILAN

	2017	2016	Variation	%	Notes
ACTIF	10.369.207	10.669.182	-299.976	-3%	
A.I. ACTIFS FIXES	2.541.800	2.742.076	-200.276	-7%	1.1.
A.I.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2.201.086	2.500.308	-299.221	-12%	1.1.1.
A.I.1.1. LOGICIELS	1.536.203	1.040.299	495.904	48%	
21001000 Acquisition de logiciels	4.512.977	3.468.574	1.044.403	30%	
21008000 Amortissements cumulés sur acquisition de logiciels	-2.976.774	-2.428.275	-548.499	23%	
A.I.1.2. DEVELOPPEMENTS INFORMATIQUES INTERNES EN CONSTRUCTION	664.883	1.460.009	-795.125	-54%	
21400001 Acquisition de développements informatiques internes en construction	664.883	1.460.009	-795.125	-54%	
A.I.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	340.714	241.769	98.945	41%	1.1.2.
A.I.2.2. MACHINES ET EQUIPEMENTS	255	739	-484	-65%	
23001000 Acquisition de machines et équipements	4.756	45.170	-40.415	-89%	
23008000 Amortissements cumulés sur acquisition de machines et équipements	-4.501	-44.431	39.931	-90%	
A.I.2.3. MOBILIER ET MATERIEL ROULANT	49.856	68.294	-18.438	-27%	
24001000 Acquisition de mobilier	234.431	547.756	-313.325	-57%	
24008000 Amortissements cumulés sur acquisition de mobilier	-184.575	-479.462	294.887	-62%	
A.I.2.4. MATERIEL INFORMATIQUE	278.361	165.976	112.385	68%	
24101000 Acquisition de matériel informatique	1.147.146	915.006	232.140	25%	
24108000 Amortissements cumulés sur acquisition de matériel informatique	-868.785	-749.030	-119.755	16%	
A.I.2.5. AUTRES EQUIPEMENTS	12.242	6.760	5.482	81%	
24201000 Acquisition d'équipements	110.299	261.763	-151.465	-58%	
24208000 Amortissements cumulés sur acquisition d'équipements	-98.057	-255.003	156.947	-62%	
A.II. ACTIFS CIRCULANTS	7.827.406	7.927.106	-99.700	-1%	1.2.
A.II.3. CREANCES A COURT TERME	397.483	667.607	-270.124	-40%	1.2.1.
A.II.3.2. CREANCES A COURT TERME	80.532	15.429	65.103	422%	
A.II.3.1.5. AUTRES CREANCES	80.532	15.429	65.103	422%	
47901000 Dépenses à facturer aux institutions	109	15.429	-15.320	-99%	
40004060 Créances organismes publics	80.423	0	80.423		
A.II.3.3. CREANCES DIVERSES	72.077	53.014	19.062	36%	
A.II.3.3.3. PERSONNEL	72.077	53.014,45	19.062,15	36%	
40007000 Créances membre du personnel	63	63	0	0%	
45202000 Retenues non effectuées sur traitement - Agents temporaires et contractuels	70.719	46.452	24.267	52%	
45311000 Avances sur traitement - Agents temporaires et contractuels	0	6.500	-6.500	-100%	
45491000 Retenues cotisations de pension	899	0	899		
45492000 Retenues caisse maladie	135	0	135		
45493000 Retenues d'impôts sur traitements	205	0	205		
45622000 Assurances accidents - Fonctionnaires	8	0	8		
45800000 Fonds de chômage des agents temporaires	48	0	48		
A.II.3.4. AUTRES CREANCES A COURT TERME	244.875	599.163	-354.288	-59%	
CHARGES A REPORTER	244.871	598.316	-353.445	-59%	
49000000 Charges payées d'avance	244.871	598.316	-353.445	-59%	
AUTRES PRODUITS A RECEVOIR/ CHARGES A REPORTER	3	847	-843	-100%	
49100000 intérêts bancaires à recevoir	3	847	-843	-100%	
A.II.5. TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE	7.429.923	7.259.499	170.424	2%	1.2.2.
A.II.5.A. ETABLISSEMENT DE CREDIT	7.429.923	7.259.499	170.424	2%	
COMPTE COURANT					
55023000 ING - EURO	7.429.922	7.259.498	170.424	2%	
55023001 ING - EURO	1	1	0	0%	

	2017	2016	Variation	%	Notes
PASSIF	-10.369.207	-10.669.182	299.976	-3%	
P.I. FONDS PROPRES	-5.276.030	-5.190.741	-85.289	2%	1.3.
P.I.2. RESULTAT REPORTE DES ANNEES ANTERIEURES	-5.190.741	-4.640.814	-549.927	12%	
14000000 Résultat reporté	-5.190.741	-4.640.814	-549.927	12%	
P.I.3. RESULTAT ECONOMIQUE DE L'ANNEE	-85.289	-549.927	464.638	-84%	
14100000 Résultat de l'année (Bénéfice)	-85.289	-549.927	464.638	-84%	
14200000 Résultat de l'année (perte)	0	0	0		
P.III. DETTES COURT-TERME	-5.093.177	-5.478.441	385.264	-7%	1.4.
P.III.2. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	0	-68.000	68.000	-100%	1.4.1.
48900000 Provisions à court terme	0	-68.000	68.000	-100%	
P.III.4. DETTES COURANTES	-5.093.177	-5.410.441	317.264	-6%	1.4.2.
P.III.4.1. DETTES COMMERCIALES	-17.995	-444.088	426.093	-96%	
P.III.4.1.2. FOURNISSEURS	-17.884	-439.346	421.462	-96%	
44001000 Fournisseurs	-17.884	-439.346	421.462	-96%	
P.III.4.1.8. AUTRES DETTES	0	0	0		
44004000 Dettes envers les entités publiques	0	0	0		
P.III.4.1.9. DETTES ENTITES CONSOLIDEES	-110	-4.741	4.631	-98%	
47000900 Dettes envers les institutions	-110	-4.741	4.631	-98%	
P.III.4.3. DETTES DIVERSES	-21.558	-30.991	9.433	-30%	
45290000 salaires en attente	0	-5.168	5.168	-100%	
45410000 Saisie sur salaires	-8.652	-6.150	-2.502	41%	
45491000 Retenues cotisations de pension	0	-4.016	4.016	-100%	
45492000 Retenues caisse maladie	0	-656	656	-100%	
45493000 Retenues d'impôts sur traitements	0	-2.538	2.538	-100%	
45622000 Assurances accidents - Fonctionnaires	0	-39	39	-100%	
45800000 Fonds de chômage des agents temporaires	0	-235	235	-100%	
46207000 Crèche Garderie- Compte Courant	-12.906	-12.188	-717	6%	
P.III.4.4. AUTRES DETTES	-3.446.678	-3.172.740	-273.938	9%	
CHARGES A IMPUTER	-2.505.238	-2.323.583	-181.655	8%	
49055000 Charge à imputer	-2.505.238	-2.323.583	-181.655	8%	
CHARGES A IMPUTER ENTITES CONSOLIDEES	-941.440	-849.157	-92.283	11%	
49055900 Charges à imputer envers les entités consolidées	-941.440	-849.157	-92.283	11%	
P.III.4.5. DETTES ENTITES CONSOLIDEES	-1.606.946	-1.762.623	155.677	-9%	
44790000 Pré-financement (subside) reçu de la Commission	-1.606.946	-1.762.623	155.677	-9%	

II.2 COMPTE DE RESULTAT

	2017	2016	Variation	%	Notes
II.1.1. PRODUITS D'EXPLOITATION	48.206.836	47.434.729	772.106	2%	2.1.
II.1.1.10. PRODUITS DES OPERATIONS ADMINISTRATIVES	90.955	0	90.955		2.1.1.
II.1.1.10.D. REVENUS RELATIFS AUX OPERATIONS ADMINISTRATIVES	90.955	0	90.955		
74009000 Revenus administratifs avec entités consolidées	90.955	0	90.955		
II.1.1.11. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	48.115.881	47.434.729	681.151	1%	2.1.2.
II.1.1.11.B. DIFFERENCES DE CHANGE	3.320	7.187	-3.867	-54%	
74800000 Gains de change non réalisés	3.057	6.349	-3.292	-52%	
74850000 Gains de change réalisés	263	838	-575	-69%	
II.1.1.11.C. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	48.112.561	47.427.542	685.018	1%	
74023000 Autres revenus	383.000	437.000	-54.000	-12%	
74025000 Revenus divers	1.787	107.996	-106.208	-98%	
74009500 Subsidés de la Commission	47.727.774	46.882.547	845.227	2%	
II.1.2. CHARGES D'EXPLOITATION	-48.121.203	-46.891.010	-1.230.192	3%	2.2.
II.1.2.1. DEPENSES ADMINISTRATIVES	-48.118.476	-46.886.621	-1.231.854	3%	2.2.1.
II.1.2.1.A. DEPENSES DE PERSONNEL	-30.169.694	-28.885.375	-1.284.319	4%	
62000000 Rémunérations (ENDs et autres experts exclus)	-23.098.611	-22.111.547	-987.064	4%	
62020000 Pension et chômage temporaire	-299.763	-281.435	-18.328	7%	
62030000 Cotisations sociales employeur	-911.338	-891.811	-19.528	2%	
62040000 Avantages au personnel et activités sociales	-225.257	-184.049	-41.208	22%	
62050000 Allocations et indemnités (ENDs et autres experts exclus)	-5.348.794	-5.147.366	-201.429	4%	
62090000 Charges salariales avec entités consolidées	-290.312	-281.519	-8.793	3%	
62094000 Transfert frais de personnel vers développements d'immobilisations	4.382	12.351	-7.970	-65%	
II.1.2.1.B. DEPENSES RELATIVES AUX IMMOBILISATIONS	-1.147.184	-896.619	-250.565	28%	
63010000 Amortissements sur immobilisations incorporelles	-924.495	-660.294	-264.201	40%	
63020000 Amortissements sur immobilisations corporelles	-175.670	-151.651	-24.019	16%	
63030000 Réductions de valeur sur immobilisations incorporelles	-49.417	0	-49.417		
63090000 Réductions de valeur sur immobilisations corporelles	2.398	-84.673	87.072	-103%	
II.1.2.1.D. AUTRES DEPENSES ADMINISTRATIVES	-16.801.598	-17.104.628	303.030	-2%	
TERRAINS ET IMMEUBLES	-540.211	-3.070.146	2.529.935	-82%	
61001000 Loyer de terrains et immeubles	-363.839	-2.172.934	1.809.095	-83%	
61002000 Entretien et sécurité du bâtiment	-14.220	-24.115	9.895	-41%	
61003000 Assurance du bâtiment	-2.296	-11.647	9.351	-80%	
61004000 Taxes relatives au bâtiment	-159.855	-861.450	701.595	-81%	
AUTRE	-8.459.879	-8.219.124	-240.755	3%	
61001700 Leasing opérationnel	-35.422	-35.589	167	0%	
61010000 Fournitures de bureau et maintenance	-708.627	-551.213	-157.413	29%	
61020000 Communications et publications	-369.400	-508.419	139.018	-27%	
61030000 Frais de contentieux	-73.333	-30.343	-42.990	142%	
61040000 Assurances diverses	-829	-1.293	463	-36%	
61060000 Frais de recrutement	-5.264	-3.650	-1.613	44%	
61070000 Frais de formation	-308.153	-251.120	-57.033	23%	
61080000 Frais de missions	-394.789	-484.663	89.874	-19%	
61085000 Experts et réunions	-140.619	-238.154	97.535	-41%	
61094020 Frais de développement informatique	-665.921	-972.392	306.471	-32%	
61094030 Services et biens divers informatiques	-2.605.087	-2.341.532	-263.555	11%	
61094050 Frais de personnel interne sur développements internes	-4.382	-12.351	7.970	-65%	
61094070 Transfert frais de développements internes en immobilisations	664.883	984.744	-319.860	-32%	
61095000 Services et biens divers non informatiques	-3.812.936	-3.773.148	-39.788	1%	
COUTS ADMINISTRATIFS AVEC ENTITES CONSOLIDEES	-7.801.508	-5.815.358	-1.986.151	34%	
61100000 Dépenses avec autres entités consolidées	-7.801.508	-5.815.358	-1.986.151	34%	
II.1.2.2. DEPENSES OPERATIONNELLES	-2.727	-4.389	1.662	-38%	2.2.2.
II.1.2.2.F. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	-2.727	-4.389	1.662	-38%	
DIFFERENCES DE CHANGE	-2.727	-4.389	1.662	-38%	
64800000 Pertes de change non réalisées	-1.694	-3.125	1.431	-46%	
64850000 Pertes de change réalisées	-1.033	-1.264	231	-18%	
II.1 SURPLUS/DEFICIT D'EXPLOITATION	85.633	543.719	-458.086	-84%	
II.2.1. PRODUITS FINANCIERS	372	6.215	-5.843	-94%	2.3.
II.2.1.1. PRODUITS D'INTERETS	372	6.215	-5.843	-94%	2.3.1.
PRODUITS D'INTERETS	372	6.215	-5.843	-94%	
75016000 Intérêts bancaires	372	6.215	-5.843	-94%	
II.2.2. CHARGES FINANCIERES	-716	-7	-709	10102%	2.4.
II.2.2.4. AUTRES CHARGES FINANCIERES	-716	-7	-709	10102%	2.4.1.
AUTRES CHARGES FINANCIERES	-716	-7	-709	10102%	
65025000 Autres charges financières	0	0	0		
65010000 Charges d'intrêts sur paiement en retard	-716	-7	-709	10102%	
II.2. SURPLUS/DEFICIT FINANCIER	-345	6.208	-6.552	-106%	
II. RESULTAT DE L'EXERCICE	85.289	549.927	-464.638	-84%	

II.3 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	2017	2016
Flux de trésorerie des activités courantes		
Surplus/(déficit) des activités courantes	85.289	549.927
Activités opérationnelles		
Ajustements		
Amortissement immobilisations incorporelles (+)	924.495	660.294
Amortissement immobilisations corporelles (+)	175.670	151.651
Augmentation (+) /diminution (-) de provisions pour risques et dettes	-68.000	-182.000
Augmentation/diminution de réduction de valeur pour dettes douteuses	0	0
Augmentation (-) /diminution (+) de créances à court terme	270.124	-182.997
Augmentation (+) /diminution (-) des effets à payer	-246.207	807.114
Augmentation (+) /diminution (-) de dettes relatives aux entités consolidées EU	-71.058	583.975
Autres mouvements non monétaires (1)	47.018	84.673
Flux de trésorerie nette des activités opérationnelles	1.117.331	2.472.638
Flux de trésorerie des activités d'investissement		
Augmentation des immobilisations corporelles et incorporelles (-)	-946.908	-1.047.458
Flux de trésorerie nette des activités d'investissement	-946.908	-1.047.458
Augmentation/diminution nette des liquidités	170.424	1.425.179
Liquidités au début de la période	7.259.499	5.834.320
Liquidités à la fin de la période	7.429.923	7.259.499
(1) 47.018€ correspond à une perte de valeur liée à la suppression du système Datawarehouse (49.417€) ainsi qu'à la régularisation de l'amortissement exceptionnel effectué en 2016 lié à la désaffectation de la cuisine de BOUR		

II.4 ETAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET

Actif net	Résultat reporté des années antérieures	Résultat économique de l'année	Actif net (total)
Solde au 31.12.2016	-4.640.814	-549.927	-5.190.741
Allocation du résultat économique de l'année antérieure	-549.927	549.927	0
Résultat économique de l'année		-85.289	-85.289
Solde au 31.12.2017	-5.190.741	-85.289	-5.276.030
Comptes	140000	141000	

II.5 NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

II.5.1. NOTES ANNEXES AU BILAN

1.1. ACTIFS FIXES

Les immobilisations sont comptabilisées au prix d'acquisition et sont amorties de manière linéaire à partir du mois de réception. Seuls les biens dont la valeur d'acquisition est supérieure à 700€ sont immobilisés conformément aux règles mises en place par le Comptable de la Commission. Ce seuil était fixé à 420€ jusqu'au 31 décembre 2017.

Les taux d'amortissement appliqués selon le type de biens ainsi que les tableaux relatifs aux immobilisations incorporelles et corporelles dont l'Agence est propriétaire sont présentés ci-après.

Taux d'amortissement:

Type d'immobilisation	%
<u>Immobilisations incorporelles</u>	
Logiciels	25,0%
<u>Immobilisations corporelles</u>	
<u>Equipement de bureau</u>	
matériel de bureau	25,0%, 12,5%
<u>Matériel informatique</u>	
Ordinateurs, serveurs, accessoires, équipement de transfert de données, imprimantes, écrans,	25,0%
Copieurs, matériel pour scanner et digitaliser	25,0%
<u>Mobilier et matériel roulant</u>	
Mobilier	10,0%
Equipement de bureau, d'impression, d'affranchissement	25,0%, 12,5%
<u>Autres immobilisations</u>	
Equipement de telecommunication et équipement audiovisuel	25,0%
Equipement de surveillance et sécurité	12,5%

L'actif fixe de l'Agence diminue globalement de 7% par rapport à 2016, il passe en effet de 2.742.076€ en 2016 à 2.541.800€ en 2017. Une importante diminution est liée aux amortissements sur les développements informatiques internes. Néanmoins, cette baisse est compensée partiellement par le transfert de nouvelles charges de développements informatiques internes en immobilisations incorporelles en cours de construction ainsi que par l'achat de nouveaux matériels informatiques.

1.1.1. Immobilisations incorporelles

2017		Logiciels	Développement informatique interne "en construction"	Total
Valeur d'acquisition au 01.01.2017	+	3.468.574	1.460.009	4.928.583
Acquisitions	+	9.808	664.883	674.691
Cessions	-	-53.031	-17.146	-70.176
Tansfert d'une rubrique à l'autre	+/-	1.442.863	-1.442.863	0
Autres changements (1)	+/-	-355.237		-355.237
Valeur d'acquisition au 31.12.2017		4.512.977	664.883	5.177.861
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 01.01.2017	-	-2.428.275	0	-2.428.275
Amortissements	-	-924.495		-924.495
Cessions	+	53.031		53.031
Autres changements (1)	+/-	322.966		322.966
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 31.12.2017		-2.976.774	0	-2.976.774
Valeur nette comptable au 31.12.2017		1.536.203	664.883	2.201.086
(1) Suppression de l'utilisation du système Datawarehouse qui sera déclassé en 2018				

L'Agence a immobilisé des coûts de développements internes suite à la mise en production de nouveaux modules de l'outil informatique "Pegasus". En effet, un montant de 1.442.863€ a été transféré du poste "Développements informatiques internes en construction" vers le poste "Logiciels".

L'Agence poursuit ses développements informatiques internes et de nouveaux modules seront encore mis en production ultérieurement. Fin 2017, les développements informatiques en construction représentent 664.883€ et les coûts de développements activés sous la rubrique "Logiciels" pour ces outils atteignent 3.571.933€ et plus particulièrement 2.761.518€ pour "Pegasus" ainsi que 810.415€ pour "Olga". Concernant le système "Datawarehouse", il a été supprimé des immobilisations incorporelles fin 2017 car il n'est plus utilisé en 2018.

Certains logiciels obsolètes, totalement amortis, ont été déclassés en 2017 pour un montant de 53.031€.

1.1.2. Immobilisations corporelles

2017		Machines et équipements	Mobilier et matériel roulant	Matériel informatique	Autres équipements	Total
Valeur d'acquisition au 01.01.2017	+	45.170	547.756	915.006	261.763	1.769.696
Acquisitions	+			260.759	11.458	272.217
Cessions	-	-40.415	-313.325	-28.619	-162.923	-545.281
Tansfert d'une rubrique à l'autre	+/-					0
Autres changements	+/-					0
Valeur d'acquisition au 31.12.2017		4.756	234.431	1.147.146	110.299	1.496.631
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 01.01.2017	-	-44.431	-479.462	-749.030	-255.003	-1.527.927
Amortissements	-	-908	-19.948	-147.754	-7.060	-175.670
Annulés à la suite de cessions	+	40.415	313.325	28.619	162.923	545.281
Transfert d'une rubrique à l'autre	+/-					0
Autres changements	+/-	424	1.510	-620	1.084	2.398
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 31.12.2017		-4.501	-184.575	-868.785	-98.057	-1.155.917
Valeur nette comptable au 31.12.2017		255	49.856	278.361	12.242	340.714

Les principaux changements affectant les immobilisations corporelles sont les suivants:

- Lors du déménagement, l'Agence a déclassé du matériel informatique obsolète et a remplacé les serveurs, les switches optiques et le système de back up situés à SPA3 et COV2, et a aussi acheté de nouvelles unités de stockage des données.
- La cession de la cuisine de l'immeuble BOUR à l'Office Infrastructures et Logistique de Bruxelles (OIB) s'est effectuée en 2017. Une réduction de valeur avait été enregistrée pour la valeur nette comptable des machines/équipements, mobilier et autres équipements fin 2016 afin de tenir compte de la désaffectation de cette cuisine. Une reprise de cette réduction de valeur de 2.398€ est apparue lors du déclassement suite à une légère surestimation de la valeur nette comptable au 31/12/2016.

1.2. ACTIFS CIRCULANTS

1.2.1. Créances à court terme

Le niveau des créances à court terme a diminué de 40%, elles sont passées de 667.607€ en 2016 à 397.483€ cette année. Le montant des créances "exchange" s'élève à 397.374€ et les créances "non exchange" s'élèvent à 109€.

- Les autres créances sont de 80.532€. Des créances vis-à-vis d'autres institutions et entités consolidées pour un montant de 109€ (15.429€ en 2016) correspondent à des créances résultant de régularisations salariales enregistrées en 2017 qui seront récupérées en 2018. Un montant de 80.423€ a été transféré à la caisse de dépôts et consignations dans l'attente de recevoir la facture finale des pouvoirs publics quant à la taxe régionale restant à payer pour le bâtiment BOUR, et ce afin d'utiliser les crédits prévus à cet effet.
- Les créances diverses d'un montant de 72.077€ couvrent un ordre de recouvrement envers le personnel de 63€, des créances envers le personnel liées à des retenues diverses non récupérées ou partiellement au 31/12/2017 qui subsistent pour un montant de 70.719€ ainsi qu'un montant de 1.295€ de cotisations à récupérer auprès de l'"Office for the Administration and Payment of Individual Entitlements" (PMO) en 2018 suite à des régularisations de salaires.
- Les autres créances ont diminué de 354.288€ et s'élèvent à 244.875€ (599.163€ en 2016). Elles ont trait à:
 - des montants payés d'avance et se rapportant à des exercices ultérieurs, notamment:
 - 138.500€ versés en 2017 à des fournisseurs tiers essentiellement pour de la maintenance informatique couvrant plusieurs années.
 - 58.500€ pour la mise à disposition de stagiaires (janvier et février 2018).
 - 32.000€ correspondant au solde des charges reportées des années antérieures à 2017 qui seront prises en charges sur les exercices futurs.
 - ...

Il convient de souligner que le montant des charges à reporter a diminué principalement par le fait que l'Agence n'a pas payé en avance le 1^{er} trimestre 2018 du loyer, contrairement à l'année précédente car celui-ci est payé via le "Service Level Agreement" (SLA) OIB et non plus à un propriétaire externe.

- des produits à recevoir que l'Agence doit encore percevoir et qui correspondent aux intérêts bancaires relatifs au dernier trimestre 2017, générés par le subside reçu des DG de tutelle sur son compte courant auprès de la banque ING. Ces intérêts pour un montant de 3€ seront versés sur le compte de l'Agence en janvier 2018.

1.2.2. Trésorerie et équivalent de trésorerie

Le compte courant présente un solde 7.429.923€. La majeure partie de ce montant sera utilisée pour payer les factures ouvertes ou non reçues au 31/12/17 et l'autre partie sera restituée aux DG de tutelle à titre de surplus budgétaire 2017.

1.3. FONDS PROPRES

Les capitaux propres s'élèvent à 5.276.030€, à savoir, de 5.190.741€ correspondant aux résultats cumulés des années antérieures augmenté du bénéfice de 2017 de 85.289€.

1.4. DETTES A COURT TERME

1.4.1. Provisions

La provision constituée en 2016 de 68.000€ pour la remise en état du bâtiment BOUR lors de la fin du contrat de bail a été consommée dans son entièreté en 2017.

1.4.2. Dettes courantes

➤ *Dettes Commerciales*

Au 31/12/2017, globalement les dettes commerciales ont diminué de 426.093€ et s'élèvent à 17.995€.

Le poste "dettes fournisseurs" passe de 439.346€ en 2016 à 17.884€ en 2017. Il s'agit de factures reçues en fin d'année et enregistrées au 31/12/17 qui seront payées début 2018 après avoir effectué le circuit complet de validation.

L'Agence a également une dette envers les institutions de 110€ en 2017 (4.741€ en 2016) liée à des régularisations entre institutions dans le cadre du calcul des salaires et qui seront liquidées en 2018.

➤ *Dettes diverses*

Les dettes diverses s'élèvent à 21.558€ alors que l'an dernier, elles étaient de 30.991€. Elles se composent de saisies sur salaires pour 8.652€ et de la contribution parentale aux frais de crèche et garderie du mois de décembre 2017 qui doit être facturée à l'Agence en 2018 pour un montant de 12.906€.

➤ *Autres dettes*

Par rapport à 2016, les autres dettes de l'Agence augmentent de 273.938€.

L'Agence a comptabilisé 2.505.238€ en charges à imputer vis-à-vis de tiers pour lesquelles les factures n'étaient pas reçues ou comptabilisées au 31/12/2017 (2.323.583€ en 2016), ce montant inclut également la provision pour congés non pris par le personnel au 31/12/2017.

Les factures non reçues des fournisseurs tiers les plus importantes sont:

- 810.253€ pour les prestations de consultants informatiques délivrées en 2017 et non facturées au 31/12/2017,
- 457.245€ pour les audits de projets relatifs aux programmes et pour lesquels les rapports de missions n'étaient pas reçus au 31/12/2017,
- 244.397€ pour les prestations des intérimaires de décembre 2017 ainsi que l'indexation sur ce type de prestation de 2017 et non facturées au 31/12/2017,
- 143.476€ pour les taxes régionales et sur les surfaces de bureau de l'immeuble BOUR de 2016 et du premier trimestre 2017,
- 69.942€ pour du matériel informatique livré en décembre 2017,
- 53.738€ pour des frais de missions effectuées en 2017,
- 48.445€ pour des formations suivies en 2017,
- 45.347€ pour des frais de réunions et événements organisés en 2017 pour le personnel,
- 30.822€ pour les prestations de webmaster effectuées en 2017 par le personnel externe au sein du secteur communication,
- 28.200€ pour les prestations des avocats intervenues en 2017,
- ...

Quant à la provision pour les congés non pris au 31/12/2017, elle s'élève à 533.188€ (538.412€ en 2016). Le calcul prend en compte la rémunération journalière moyenne par grade pour chaque type d'agent (agents temporaires et agents contractuels) multipliée par le nombre de jours non prestés.

Les factures non reçues ou comptabilisées au 31/12/2017 vis-à-vis des entités consolidées s'élèvent à 941.440€ par rapport à 849.157€ en 2016 et concernent divers SLA avec les DG pour des prestations de services horizontaux. Nous retiendrons les montants suivants:

- 564.133€ pour des prestations de l'OIB (notamment les travaux pour l'aménagement des locaux, services d'entretien, de nettoyage et charges des bâtiments, loyers des immeubles, prestations du centre de la petite enfance, service courrier, archivage...),
- 301.902€ vis-à-vis de la DG HR ("Human Resources"), dans le cadre des services de sécurité ainsi que pour les formations et les visites médicales,
- 27.580€ pour les publications de l'OP ("Office des Publications"),
- 24.000€ pour les prestations du PMO (principalement le calcul des salaires),
- 13.110€ pour les traductions réalisées au cours du mois de décembre du CDT ("Centre de Traductions"),
- 10.715€ pour les formations organisées par l'EPSO ("European Personnel Selection Office").

➤ *Dettes entités consolidées*

Enfin, l'Agence est redevable d'un montant de 1.606.946€ vis-à-vis de ses DG de tutelle qui correspond à la partie non utilisée du subside reçu en 2017 (1.762.623€ en 2016).

II.5.2 NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RESULTAT

2.1. PRODUITS D'EXPLOITATION

Le revenu de l'Agence en 2017 a augmenté de 772.106€ par rapport à 2016 et s'élèvent à 48.206.836€. Les revenus "non exchange" s'élèvent à 48.110.774€ et les revenus "exchange" à 96.062€. Le revenu de l'Agence est principalement composé des éléments suivants:

2.1.1. Produits des opérations administratives

Des revenus administratifs avec entités consolidées pour un montant de 90.955€ ont été perçus de l'OIB résultant du décompte final des prestations 2015 et 2016 du centre de la petite enfance ayant donné lieu à un recouvrement de 66.914€ ainsi que du décompte final des prestations 2016 de nettoyage et entretien pour un montant de 24.041€.

2.1.2. Autres produits d'exploitation

➤ *Différences de change*

Les gains de change s'élèvent à 3.320€ et résultent des calculs et des paiements de certains éléments du salaire en devises étrangères.

➤ *Autres produits d'exploitation*

Ils correspondent:

- à la contribution du FED ("Fond Européen de Développement") au budget administratif de l'Agence pour un montant de 383.000€ (-54.000€ par rapport à 2016),
- à des produits divers pour un montant de 1.787€ résultant de refacturations diverses,
- à la partie utilisée de la subvention reçue d'un montant de 47.727.774€ en 2017 (+845.227€ par rapport à 2016) et plus particulièrement:
 - 42.562.055€ de la DG EAC,
 - 2.175.400€ de la DG HOME,
 - 1.097.063€ de la DG NEAR,
 - 1.005.157€ de la DG ECHO,
 - 700.418€ de la DG DEVCO,
 - 187.681€ de FPI ("Foreign Policy Instruments")

2.2. CHARGES D'EXPLOITATION

2.2.1. Dépenses administratives

Les dépenses administratives ont augmenté de 1.231.854€ (+3%) par rapport à l'année passée et sont de 48.118.476€.

- Les dépenses de personnel concernant les agents temporaires et les agents contractuels ont augmenté de 1.284.319€ (+4%) par rapport à l'an passé. Cette

augmentation résulte de l'indexation des salaires relative à 2017, l'impact des promotions et de l'ancienneté.

- La charge d'amortissement relative aux immobilisations augmente de 28% par rapport à 2016 et s'élève à 1.147.184€. L'augmentation est due au fait que de nouveaux développements informatiques internes ont été immobilisés en 2017 ainsi que de nouveaux serveurs, switches optiques et unités de stockage. Etant donné que le système Datawarehouse ne sera plus utilisé après le 31/12/2017 mais que le déclassement ne se fera qu'en 2018, une perte de valeur de 49.417€ a été imputée sur 2017. Une réduction de valeur pour la cuisine de BOUR avait été enregistrée l'an dernier pour un montant de 84.673€.
- Les autres dépenses administratives affichent une diminution de 303.030€ (-2%) par rapport à l'an dernier. La justification de cette diminution et les dépenses couvertes par ce poste sont détaillées ci-dessous.
 - Les charges relatives à la location des immeubles et les frais accessoires s'élèvent à 540.211€ contre 3.070.146€ en 2016 et couvrent le premier trimestre 2017 pour le bâtiment BOUR. Cette diminution est principalement due au fait que l'Agence a déménagé dans des bâtiments gérés par l'OIB. Ces dépenses sont donc facturées via un SLA et sont comptabilisées dans les dépenses avec entités consolidées.
 - Les autres dépenses s'élèvent à 8.459.879€ (8.219.124€ en 2016). Les principales dépenses et les raisons des variations de coûts sont explicitées ci-dessous.
 - Le poste fournitures de bureau et maintenance couvrent les frais de maintenance du matériel informatique et des logiciels, des copieurs ainsi que des fournitures diverses, les dépenses s'élèvent à 708.627€ par rapport à 551.213€ l'an dernier. Le coût a augmenté car l'Agence a acheté plus de matériel informatique et de mobilier cette année.
 - Les frais de communication s'élèvent à un montant de 369.400€ contre 508.419€ en 2016 car les Infodays sont financés sur les crédits opérationnels des différents programmes et non plus sur les crédits administratifs de l'Agence.
 - Les frais de contentieux ont augmenté et sont de 73.333€ (30.343€) suite notamment aux prestations fournies dans le cadre d'un gros dossier OLAF.
 - Les frais de formation s'élèvent à 308.153€ en augmentation de 57.033€ par rapport à l'an dernier. Elle est due au nombre croissant de sessions de formation pour les besoins de l'Agence concernant les outils office, intranet et "collaborative tools" ainsi qu'à l'organisation du staff day.
 - Les frais de missions diminuent de 89.874€, ils sont de 394.789€ en 2017 suite à la politique de réduction du nombre de missions.
 - Les frais de réunions des programmes s'élèvent à 140.619€ et affichent une diminution de 97.535€ par rapport à 2016 suite à l'organisation d'un moins grand nombre de réunions cette année.

- Les frais informatiques (comptes 61094020 à 61094070) augmentent globalement d'environ 270.000€.

En 2017, l'Agence a encouru des frais de développements informatiques pour un montant de 665.921€ ainsi que des frais de personnel interne (participant aux développements) pour 4.382€. Sur ces montants, 664.883€ ont été transférés via le compte 61094070 "Transfert frais de développements internes en immobilisation" vers le compte de bilan 21400001 "Immobilisations en construction" étant donné que les outils dont le coût total est supérieur à 250.000€ sont, conformément aux règles comptables, immobilisés lors de leur mise en production. Ces coûts ont diminué en 2017 car les développements poursuivis ne concernent plus que principalement l'intégration du système Appfin dans l'outil Pegasus pour 660.501€.

- Le coût des services et biens divers informatiques augmente de 263.555€ par rapport à 2016 et représente 2.605.087€ en 2017. Ce montant couvre des coûts de mises à jour et maintenance d'applications (Olga, Pegasus, on line expert evaluation, Collaborative tool, Appfin, Mobility tool, Sharepoint...) pour un montant d'environ 1.557.000€. Ces coûts ne sont pas immobilisés car il s'agit de mises à jour de systèmes existants. Les prestations informatiques incluent également le service "helpdesk" pour un montant de l'ordre de 320.000€, de la maintenance et mise en place de serveurs pour un montant approximatif de 504.000€ ainsi que du développement de rapports en Business Object pour un montant de 190.000€.
 - Les services et biens divers non informatiques atteignent un montant de 3.812.936€ en 2017 (3.773.148€ en 2016). Les coûts des intérimaires ont légèrement augmenté et s'élèvent à 2.770.000€ (2.700.000€ en 2016) ainsi que les frais de déménagement de 137.000€ (+42.000€) suite à la deuxième phase du déménagement pour le bâtiment BOUR. La diminution des frais d'audit enregistrée en 2016 suite au changement de fournisseur offrant des prestations moins chères se poursuit cette année et montre une baisse de 78.000€ par rapport à 2016.
 - Les autres comptes n'appellent pas de commentaires particuliers.
- Enfin, l'Agence a comptabilisé un montant de 7.801.508€ (5.815.358€ en 2016) à titre de dépenses avec les entités consolidées. Ces dépenses concernent notamment:
- 4.693.000€ pour les prestations fournies par l'OIB et la DG HR dans le cadre du SLA (loyer, gestion, maintenance, sécurité et surveillance de l'immeuble ainsi que d'autres prestations diverses) en forte augmentation suite au déménagement de l'Agence dans les immeubles gérés par l'OIB,
 - 1.366.500€ pour la mise à disposition d'outils informatiques "corporate" du dispositif de télécommunication et le support informatique des DG DIGIT, RTD et BUDG,
 - 633.500€ pour les crèches et garderie (SLA OIB),

- 472.000€ pour la réalisation de traductions (SLA CDT),
- 329.000€ pour l'aide administrative du PMO dans le calcul des salaires, des frais de missions et des remboursements aux candidats,
- 128.000€ en frais de formation (SLA DG HR et EPSO),
- 80.000€ pour les visites médicales annuelles et de recrutement (SLA HR),
- 56.500€ pour les frais de publication, diffusion et stockage (OP),

2.2.2. Dépenses opérationnelles

Les pertes de change s'élèvent à 2.727€ et résultent des calculs et des paiements de certains éléments du salaire en devises étrangères.

2.3. PRODUITS FINANCIERS

2.3.1. Produits d'intérêts

Les intérêts de 2017 s'élèvent à 372€ alors qu'en 2016, ils étaient de 6.215€.

2.4. CHARGES FINANCIERES

2.4.1. Charges d'intérêts

Cette année, l'Agence a dû supporter des intérêts de retard sur paiement pour un montant de 716€.

II.5.3. NOTES ANNEXES AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Le tableau des flux de trésorerie est établi à l'aide de la méthode indirecte. Cela signifie que le résultat net de l'exercice est ajusté des effets des transactions sans effet de trésorerie, de tout décalage ou régularisation d'entrées ou de sortie de trésorerie opérationnelles passées ou futures liés à l'exploitation et des éléments de produits ou de charges liés aux flux de trésorerie se rapportant aux investissements.

Le tableau des flux de trésorerie présente les flux de trésorerie de l'exercice classés en activités opérationnelles et d'investissement.

Les activités opérationnelles correspondent aux activités de l'Agence autres que les activités d'investissement. Il s'agit de la majorité des activités effectuées.

Les activités d'investissement couvrent l'acquisition et la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles.

II.5.4 DROITS ET OBLIGATIONS HORS BILAN ET AUTRES INFORMATIONS

L'Agence a finalisé son déménagement en 2017 et a signé un SLA avec l'OIB pour les différents bâtiments. Le montant des loyers non indexés et restant à payer jusqu'à la fin de ce contrat, soit le 31/12/2019, s'élèvent à 2.820.334€ par an.

Par ailleurs, l'Agence a reporté des crédits pour un montant de 5.868.382€ dont

- 2.068.211€ constituent une obligation hors bilan et concernent des factures à recevoir en 2018 pour des services ou des biens commandés en 2017 mais non prestés/livrés au 31/12/2017. Ce montant inclut notamment:
 - 948.500€ pour des frais opérationnels ou de développements informatiques qui seront prestés en 2018,
 - 283.000€ correspondant à la charge 2018 pour des missions d'audit contractualisées en 2017,
 - 237.000 pour l'achat de matériel informatique et divers commandés en 2017 et qui seront livrés en 2018 (laptops, docking stations, headsets/webcams, système vidéoconférence, switches réseaux et équipement audiovisuel),
 - 213.500€ pour des frais de communication (matériel de promo, webmasters),
 - 169.500€ pour des demandes de traduction introduites fin 2017 et qui seront réalisées début 2018,
 - 63.000€ pour des inscriptions effectuées en 2017 à des formations qui se dérouleront en 2018,
 - 54.000€ pour des frais d'avocats qui seront prestés en 2018,
 - ...
- le solde, correspondant à des factures à recevoir en 2018 pour des prestations réalisées en 2017, a fait l'objet d'une provision pour factures à recevoir au passif du bilan.

II.5.5 INSTRUMENTS ET RISQUES FINANCIERS

Les instruments financiers comprennent les liquidités, les créances à court terme, les dettes à court terme ainsi que les montants dus aux et par les entités consolidées.

<i>Actif financier</i>	2017	2016
Créances à court terme	397.483	667.607
Trésorerie et équivalents	7.429.923	7.259.499
Total Actif financier	7.827.406	7.927.106

<i>Passif financier</i>	2017	2016
Dettes fournisseurs	17.884	439.346
Dettes entités consolidées	1.607.057	1.767.364
Dettes diverses	21.558	30.991
Total Passif financier	1.646.499	2.237.702

5.1. RISQUE DE LIQUIDITE

Il s'agit du risque pour l'Agence de ne pas pouvoir honorer ses engagements à court terme.

En application des principes budgétaires, le budget "recettes" est suffisant pour couvrir l'ensemble des dépenses.

L'Agence gère son risque de liquidité en suivant régulièrement sa situation de trésorerie. Elle procède aux appels de fonds à ses DG de tutelles dès que le cash disponible sur son compte bancaire est inférieur à 5.000.000€. De plus, le découvert sur le compte bancaire n'est pas autorisé.

2017	< 1 an	1 - 5 ans	> 5 ans	Total
Dettes envers les tiers	39.442			39.442
Dettes envers les entités consolidées	1.607.057			1.607.057
Total dettes	1.646.499	0	0	1.646.499

5.2. RISQUE DE SOLVABILITE

Le risque de solvabilité est le risque que le débiteur ne paie pas sa dette à l'échéance convenue. Par ailleurs, l'Agence est également exposée à un risque limité en ce qui concerne les fonds dont elle dispose sur son compte bancaire.

Les principaux débiteurs de l'Agence sont les institutions européennes et éventuellement le personnel dans le cadre de régularisations salariales. Les créances sont payables au comptant ou dans l'année à l'exception du personnel qui peut dans certains cas bénéficier d'un délai supérieur.

2017	Non échus et non dépréciés	Dus et non dépréciés			Total
		< 1 an	1-5 ans	> 5 ans	
Créances envers les tiers	397.420		63		397.483
Créances envers les entités consolidées					0
Total créances	397.420	0	63	0	397.483

Les liquidités de l'Agence sont déposées sur un compte bancaire ouvert auprès d'une banque commerciale sélectionnée à l'issue d'un appel d'offre imposant notamment comme critère d'éligibilité aux soumissionnaires d'avoir un "credit rating" minimum. De plus, l'évolution de ce rating est suivie régulièrement.

Par ailleurs, les contributions des DG de tutelles sont appelées par tranches afin de minimiser le montant du cash sur le compte bancaire.

L'Agence dispose d'un compte courant et d'un compte de dépôt auprès d'ING Belgique.

Contrepartie avec notation de crédit externe: ING Belgique	Compte dépôt à court terme	Compte courant
Upper medium and high grade	1	7.429.922

La notation est fournie par Standard & Poors (A-1), Moody's (Prime-1) et Fitch (F1).

5.3. RISQUE DU TAUX D'INTERETS

L'Agence n'empruntant pas d'argent, elle n'est pas exposée à ce risque. Quant au risque de taux sur les intérêts générés par les fonds disponibles sur les comptes bancaires, il n'est pas matériel compte tenu des montants en jeu. De plus, les taux d'intérêts applicables sont calculés et fluctuent selon l'indice prévu par le contrat cadre en vigueur afin de garantir des taux en ligne avec les conditions du marché.

5.4. RISQUE DE CHANGE

Ce risque n'est pas matériel étant donné que l'Agence ne dispose que de comptes en euros et que toutes les transactions, hormis le paiement de certains éléments de salaires pour des montants mineurs, sont exécutées en euros.

II.5.6 METHODES COMPTABLES

Il n'y a eu aucun changement des méthodes comptables en 2017.

II.5.7 INFORMATIONS RELATIVES AU MANAGEMENT

Le grade le plus élevé au sein de l'Agence est AD14 et il concerne 1 personne.

II.5.8 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

A la date de reddition des comptes, aucun événement matériel requérant une obligation d'information n'a été porté à la connaissance du comptable.

III. ETATS BUDGETAIRES

Le budget général de l'Agence obéit à plusieurs principes fondamentaux:

- **l'unité et la vérité budgétaire:** toutes les recettes et les dépenses doivent être réunies au sein d'un seul et unique document budgétaire. Elles doivent être imputées à une ligne du budget, et aucune dépense ne peut dépasser les crédits autorisés;
- **l'universalité:** ce principe regroupe deux règles:
 - la règle de non-affectation, selon laquelle les recettes budgétaires ne doivent pas être affectées à des dépenses précises (l'ensemble des recettes couvre l'ensemble des dépenses);
 - la règle de non-contraction, selon laquelle les recettes et les dépenses doivent être inscrites dans le budget pour leur montant intégral, sans contraction entre elles,
- **l'annualité:** les crédits inscrits sont autorisés pour la durée d'un seul exercice budgétaire et doivent donc être utilisés au cours de cet exercice;
- **l'équilibre:** le budget est équilibré en recettes et en dépenses (les prévisions de recettes couvrent les crédits de paiement),
- **la spécialité:** chaque crédit doit avoir une destination déterminée et être affecté à ce but spécifique,
- **l'unité de compte:** le budget est établi, exécuté et fait l'objet d'une reddition des comptes en euros;
- **la bonne gestion financière:** les crédits budgétaires sont utilisés conformément au principe de bonne gestion financière, à savoir conformément aux principes d'économie, d'efficacité et d'efficacité;
- **la transparence:** le budget et les comptes annuels définitifs sont publiés au Journal officiel de l'Union européenne.

III.1. RESULTAT BUDGETAIRE

		2017	2016
RECETTES			
Subventions de la Commission (pour le budget de fonctionnement -Titres 1,2 et 3 - de l'agence)	+	49.334.720,00	48.645.170,00
Autres contributions (FED)	+	383.000,00	437.000,00
Autres revenus	+	93.956,91	119.027,55
TOTAL RECETTES (a)		49.811.676,91	49.201.197,55
DEPENSES			
<i>Titre I: Personnel</i>			
Paielements	-	33.768.290,15	32.389.941,49
Crédits reportés	-	773.893,26	872.156,15
<i>Titre II: Infrastructure et dépenses de fonctionnement</i>			
Paielements	-	6.726.429,79	7.490.091,39
Crédits reportés	-	2.402.171,54	2.354.897,87
<i>Titre III: Dépenses de support aux programmes</i>			
Payments	-	2.598.233,85	2.548.329,75
Appropriations carried over	-	2.692.316,86	2.297.421,54
TOTAL DEPENSES (b)		48.961.335,45	47.952.838,19
RESULTAT DE L'ANNEE FINANCIERE (a-b)		850.341,46	1.248.359,36
Annulation des crédits de paiement non utilisés reportés de l'année précédente	+	756.011,65	511.465,85
Ajustements du report de l'année précédente des crédits disponibles au 31.12 provenant de revenus attribués	+		
Différences de change de l'année (gain +/-perte -)	+/-	593,28	2.798,01
SOLDE DU RESULTAT DE L'ANNEE FINANCIERE		1.606.946,39	1.762.623,22

L'Agence affiche un surplus budgétaire de 1.606.946 €. Ce surplus qui sera restitué aux DG de tutelle en 2017 s'explique comme suit:

- 756.385 € résultant de la partie non engagée des subventions 2017 reçues des DG de tutelle (cfr. point III.3.2. a) Exécution des crédits d'engagements),
- 756.012 € provenant de la partie non utilisée des crédits reportés de 2016 vers 2017 en vue d'effectuer des paiements en 2017 qui tombent en annulation (cf. point III.3.2. c) Exécution des crédits reportés (C8),
- 93.957 € résultant des autres revenus, qui concernent notamment un remboursement des contributions pour le Centre de la Petite Enfance pour 2015 et 2016 (66.914 €) ainsi que le remboursement de charges trop payées en 2016 sur le SLA OIB (24.041 €) qui conformément au règlement financier des agences exécutives ne peuvent pas faire l'objet d'une recette affectée,
- Enfin, ce montant est augmenté de 593 € résultant des gains de change.

Quant aux intérêts générés sur la subvention pour le dernier trimestre de 2017 (3 €), ils seront encaissés par l'Agence en janvier 2018 et inscrits à son budget 2018 en tant que revenus divers pour être ensuite reversés à la Commission à titre de surplus budgétaire 2018. Les intérêts relatifs aux 3 premiers trimestres 2017 ayant déjà été encaissés, ils ont déjà été inclus dans les autres revenus et font partie du surplus budgétaire 2017.

III.2.RECONCILIATION DU RESULTAT BUDGETAIRE/COMPTABLE

	sign +/-	
Résultat économique de l'Année	+/-	85.289
Ajustements comptables: éléments inclus dans le résultat économique mais pas dans le résultat budgétaire		
Ajustements Cut off (extourne 31.12.N-1)	-	-3.207.340
Ajustements Cut off (cut- off 31.12.N)	+	3.373.315
Factures non payées au 31/12/N et comptabilisées dans un compte de charge	+	2.220
charge d'amortissements de l'année des immobilisations corporelles et incorporelles	+	1.100.165
Provisions	+	-68.000
Réduction de valeur	+	47.018
Paiements effectués sur les crédits reportés	+	4.768.464
Autres (charges à reporter payées en N-1 et prises en charge dans l'année N - revenu d'un don d'assets non amortis intégralement)	+/-	193.459
Ajustements budgétaires: éléments inclus dans le résultat budgétaire mais pas dans le résultat économique		
Acquisitions d'immobilisations (moins montants impayés au 31/12/N)	-	-976.805
Nouveaux préfinancements reçus dans l'année N et ouverts au 31/12/N	+	1.606.946
Crédits de paiement reportés en N+1	-	-5.868.382
Annulation de crédits de paiement reportés de N-1	+	756.012
Autres (charges à reporter payés dans l'année N et factures payées en N et comptabilisées en charges N-1)	+/-	-207.078
total		1.605.282
Résultat budgétaire (+ surplus)		1.606.946
Différence non expliquée		1.664

Il existe des différences permanentes ou temporelles entre le résultat budgétaire basé sur la comptabilité de caisse et le résultat comptable basé sur la comptabilité d'exercice. Il s'ensuit que l'Agence présente un résultat comptable positif de 85.289 € et un résultat budgétaire (surplus) de 1.606.946 €. Cette différence s'explique par les éléments suivants:

- Dans le résultat comptable les factures non comptabilisées ou non reçues au 31/12/N mais relatives à des services prestés ou des biens livrés en N sont considérées comme des charges de l'année alors que budgétairement la charge inclut également les reports de crédits destinés à l'apurement des factures à recevoir l'année suivante pour des services ou biens qui ont été engagés en N et seront prestés au début N+1 .
- En comptabilité d'exercice, les charges payées d'avance sont reportées sur l'exercice au cours duquel elles sont réellement encourues (année de prestation) alors que le résultat budgétaire prend en compte ce montant car ces dépenses ont été décaissées. A l'inverse, les montants payés les années antérieures n'ont plus d'impact sur le résultat budgétaire mais bien sur le résultat comptable au moment de la prise en charge de la partie relative à l'année en cours.

- Dans le résultat comptable, seul l'amortissement annuel des immobilisations est considéré comme charge alors que budgétairement la dépense prise en compte correspond au coût d'achat de l'immobilisation au moment où elle est décaissée.
- Les provisions constituent des charges qui diminuent le résultat comptable et inversement une extourne de provision augmente le résultat comptable alors que ces charges non décaissées n'influencent pas le résultat budgétaire.
- Les paiements réalisés sur les crédits reportés constituent une charge impactant le résultat économique alors que budgétairement la charge a été prise en compte en N-1.
- La partie non utilisée du subside reçu dans l'année N n'est pas considérée comme recette en comptabilité d'exercice alors que budgétairement elle constitue une recette car il s'agit de fonds encaissés dans l'année.

III.3. EXECUTION BUDGETAIRE

Résumée / chiffres clés

Le budget de fonctionnement 2017 de l'EACEA s'élève à 49,718 M€ contre 49,082 M€ en 2016, ce qui correspond à une augmentation de 1,2%.

Les recettes de l'Agence proviennent principalement d'une subvention de la part des DG de tutelle (49,718 M€ pour 2017)

Les crédits engagés s'élèvent à 48,961 M€ représentant 98,5% du budget. L'an dernier, le taux d'exécution était de 97,7%.

Les paiements sur ces engagements atteignent 43,093 M€ représentant un taux d'exécution de 88,0%, taux identique à celui de l'année antérieure.

Les reports de crédits de 2017 à 2018 s'élèvent à 5,868 M€ équivalant à 12,0% des crédits engagés. Le taux de report est similaire à celui de l'année dernière.

Des 5,524 M€ des crédits reportés de 2016 à 2017, 4,768 M€ ont donné lieu à des paiements, ce qui porte le taux d'exécution à 86,3%. Les crédits tombés en annulation s'élèvent à 0,756 M€, soit 13,7% des crédits reportés (10,9% 2016).

Un élément qui a eu un impact important sur le budget 2017 de l'Agence était son déménagement (2ième phase en 2017). Celui-ci a permis d'une part une diminution de son budget initial ayant donné lieu à une restitution de crédits (0,500 M€). D'autre part, il y avait des impacts budgétaires résultant de la signature de nouveaux SLA's avec OIB pour les loyers et charges relatives aux nouveaux immeubles occupés ainsi que des travaux à prévoir dans les nouveaux immeubles.

III.3.1. RECETTES BUDGETAIRES

Ligne budgétaire	Description	Recettes budgetisées	Ordres de recouvrement émis	Recettes encaissées
I2017-1111-IC1	Subvention Commission EAC - Erasmus +	26.877.520	26.877.520	26.877.520
I2017-1112-IC1	Subvention Commission EAC/CNECT - Europe Creative	12.771.464	12.771.464	12.771.464
I2017-1113-IC1	Subvention Commission HOME - Europe pour les Citoyens	2.248.643	2.248.643	2.248.643
I2017-1114-IC1	Subvention Commission EAC- ENI/DCI	3.810.005	3.810.005	3.810.005
I2017-1114-IC1	Subvention Commission DEVCO - DCI	724.000	724.000	724.000
I2017-1114-IC1	Subvention Commission NEAR (co-délégation EAC) - ENI	832.000	832.000	832.000
I2017-1115-IC1	Subvention Commission FPI - PI	194.000	194.000	194.000
I2017-1116-IC1	Subvention Commission NEAR (co-délégation EAC) - IPA	302.000	302.000	302.000
I2017-1116-IC1	Subvention Commission EAC - IPA	536.088	536.088	536.088
I2017-1117-IC1	Subvention Commission ECHO - Aide Humanitaire	1.039.000	1.039.000	1.039.000
I2017-1121-IC1	Contribution du FED	383.000	383.000	383.000
I2017-2311-IC1	Autres recettes		93.957	93.957
TOTAL		49.717.720	49.811.677	49.811.677

La totalité des fonds appelés dans le cadre de la subvention ainsi que les ordres de recouvrement émis pendant l'année ont été encaissés au 31/12/2017.

En 2017, l'Agence a bénéficié d'une subvention de 49,718 M€ de la part des DG de tutelle, destinée à financer son fonctionnement.

L'Agence a aussi encaissé d'autres recettes pour un montant total de 0,093 M€, dont:

- 0,069 M€ correspond au recouvrement d'un montant trop payé au Centre de la Petite Enfance,
- 0,024 M€ correspond au remboursement de charges trop payées en 2016 sur le SLA OIB.

III.3.2. DEPENSES BUDGETAIRES

Exécution des crédits de l'année 2017 (crédits C1):

Ligne	Description	Crédits (1)	Engagements (2)	% Engagé (2)/(1)	Paielements (3)	% Payé (3)/(1)	Surplus budgétaire (1)-(2)	Crédits reportés (2)-(3)
1111	Agents temporaires	12.522.000	12.425.334	99,23 %	12.425.334	99,23 %	96.666	0
art. 111	Agents temporaires occupant un emploi prévu au tableau des effectifs	12.522.000	12.425.334	99,23 %	12.425.334	99,23 %	96.666	0
1121	Agents contractuels	17.444.321	17.238.397	98,82 %	17.238.397	98,82 %	205.924	0
art. 112	Agents contractuels	17.444.321	17.238.397	98,82 %	17.238.397	98,82 %	205.924	0
1131	Intérimaires	2.830.000	2.830.000	100,00 %	2.516.132	88,91 %	0	313.868
1132	Stagiaires	292.179	292.179	100,00 %	292.179	100,00 %	0	0
art. 113	Autre personnel externe	3.122.179	3.122.179	100,00 %	2.808.311	89,95 %	0	313.868
Chap. 11	Rémunérations, indemnités et charges	33.088.500	32.785.910	99,09 %	32.472.042	98,14 %	302.590	313.868
1211	Gestion administrative du personnel	453.000	437.527	96,58 %	408.289	90,13 %	15.473	29.238
art. 121	Gestion du personnel	453.000	437.527	96,58 %	408.289	90,13 %	15.473	29.238
1221	Cours de langues, recyclage et perfectionnement professionnel	385.000	332.458	86,35 %	201.881	52,44 %	52.542	130.577
art. 122	Développement professionnel et missions	385.000	332.458	86,35 %	201.881	52,44 %	52.542	130.577
1231	Service médical	90.000	90.000	100,00 %	50.280	55,87 %	0	39.720
1232	Mobilité	63.000	63.000	100,00 %	48.177	76,47 %	0	14.823
1233	Services sociaux et autres interventions	768.000	768.000	100,00 %	574.977	74,87 %	0	193.023
art. 123	Dépenses sociales	921.000	921.000	100,00 %	673.433	73,12 %	0	247.567
1241	Frais de représentation, réunions internes et événements	67.500	65.290	96,73 %	12.645	18,73 %	2.211	52.644
art. 124	Représentation et réunions internes	67.500	65.290	96,73 %	12.645	18,73 %	2.211	52.644
Chap. 12	Développement professionnel et dépenses sociales	1.826.500	1.756.274	96,16 %	1.296.248	70,97 %	70.226	460.026
Titre I	DEPENSES DE PERSONNEL	34.915.000	34.542.183	98,93 %	33.768.290	96,72 %	372.817	773.893
2111	Loyers, usufruits et frais accessoires	3.182.000	3.182.000	100,00 %	3.032.026	95,29 %	0	149.974
2112	Charges relatives aux immeubles	2.276.720	2.276.720	100,00 %	1.489.857	65,44 %	0	786.863
art. 211	Loyers et charges	5.458.720	5.458.720	100,00 %	4.521.883	82,84 %	0	936.837
2121	Aménagements des locaux et autres dépenses	125.000	125.000	100,00 %	655	0,52 %	0	124.345
art. 212	Aménagements des locaux	125.000	125.000	100,00 %	655	0,52 %	0	124.345
Chap. 21	Dépenses d'immeubles	5.583.720	5.583.720	100,00 %	4.522.538	81,00 %	0	1.061.183
2211	Équipement de traitement de données et de télécommunication	405.000	401.821	99,22 %	74.224	18,33 %	3.179	327.597
2212	Applications informatiques	475.000	471.619	99,29 %	430.314	90,59 %	3.381	41.305
art. 221	Environnement TIC	880.000	873.439	99,25 %	504.538	57,33 %	6.561	368.902
2221	Autres services externes pour le traitement des données	2.170.000	2.165.259	99,78 %	1.401.820	64,60 %	4.741	763.439
art. 222	Autres services IT et Telecom	2.170.000	2.165.259	99,78 %	1.401.820	64,60 %	4.741	763.439
Chap. 22	Dépenses de technologie de l'information et de la communication	3.050.000	3.038.698	99,63 %	1.906.357	62,50 %	11.302	1.132.341
2311	Achat, location, entretien et réparation de mobilier, matériel et installations techniques	110.000	107.828	98,03 %	60.196	54,72 %	2.172	47.632
2312	Frais de manutention et déménagements	20.000	19.155	95,78 %	10.453	52,27 %	845	8.702
art. 231	Mobilier, Matériel et installations techniques	130.000	126.983	97,68 %	70.649	54,35 %	3.017	56.334
2321	Papeterie et fournitures de bureau	85.000	85.000	100,00 %	56.905	66,95 %	0	28.095
2322	Affranchissement de correspondance et frais de port	60.000	60.000	100,00 %	48.780	81,30 %	0	11.220
art. 232	Fournitures de bureau et frais de correspondance	145.000	145.000	100,00 %	105.685	72,89 %	0	39.315
2331	Bibliothèque, abonnement à des publications, acquisition d'information et archivage de documents	107.000	105.000	98,13 %	78.700	73,55 %	2.000	26.300
art. 233	Acquisition et conservations d'informations	107.000	105.000	98,13 %	78.700	73,55 %	2.000	26.300
2341	Frais bancaires et autres frais financiers	1.000	0	0,00 %	0	0,00 %	1.000	0
2342	Frais de contentieux, dommages et intérêts	126.000	126.000	100,00 %	41.714	33,11 %	0	84.286
art. 234	Charges financières, juridiques et légales	127.000	126.000	99,21 %	41.714	32,85 %	1.000	84.286
2351	Assurances et autres dépenses diverses de fonctionnement courant	8.000	3.200	40,00 %	787	9,84 %	4.800	2.413
art. 235	Autres dépenses de fonctionnement	8.000	3.200	40,00 %	787	9,84 %	4.800	2.413
Chap. 23	Biens meubles et dépenses de fonctionnement courant	517.000	506.183	97,91 %	297.535	57,55 %	10.817	208.648
Titre II	INFRASTRUCTURE ET DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	9.150.720	9.128.601	99,76 %	6.726.430	73,51 %	22.119	2.402.172
3111	Réunions	160.000	94.207	58,88 %	86.616	54,14 %	65.793	7.590
art. 311	Réunions	160.000	94.207	58,88 %	86.616	54,14 %	65.793	7.590
3121	Information, communication et publication	600.000	567.909	94,65 %	229.288	38,21 %	32.091	338.621
art. 312	Information, communication et publication	600.000	567.909	94,65 %	229.288	38,21 %	32.091	338.621
3131	Traduction et interprétation	700.000	700.000	100,00 %	391.194	55,88 %	0	308.806
art. 313	Traduction et interprétation	700.000	700.000	100,00 %	391.194	55,88 %	0	308.806
3141	Audits	962.000	959.498	99,74 %	219.133	22,78 %	2.502	740.366
art. 314	Audits	962.000	959.498	99,74 %	219.133	22,78 %	2.502	740.366
3151	Frais de missions, de déplacements et autres dépenses accessoires	549.000	465.000	84,70 %	329.376	60,00 %	84.000	135.624
art. 315	Missions	549.000	465.000	84,70 %	329.376	60,00 %	84.000	135.624
3161	Informatique spécifique	2.681.000	2.503.937	93,40 %	1.342.626	50,08 %	177.063	1.161.311
art. 316	Informatique spécifique	2.681.000	2.503.937	93,40 %	1.342.626	50,08 %	177.063	1.161.311
Chap. 31	Dépenses liées à la gestion des programmes	5.652.000	5.290.551	93,60 %	2.598.234	45,97 %	361.449	2.692.317
Titre III	DEPENSES DE SUPPORT AUX PROGRAMMES	5.652.000	5.290.551	93,60 %	2.598.234	45,97 %	361.449	2.692.317
TOTAL		49.717.720	48.961.335	98,48 %	43.092.954	86,68 %	756.385	5.868.382

III.3.2. a) Exécution des crédits d'engagements

Des crédits alloués de 49,718 M€, 48,961 M€ ont été engagés, laissant un surplus de 0,756 M€ qui sera retourné au budget général en 2018. Les engagements représentent 98,5% du budget (97,7% en 2016).

Les engagements se répartissent comme suit:

- 34,542 M€ sur le titre I "Rémunérations, indemnités et charges" à rapprocher du budget alloué à ce titre (34,915 M€)
Ce titre atteint un niveau d'exécution de 98,9% (99,6% en 2016).
- 9,128 M€ sur le titre II "Infrastructure et Dépenses de fonctionnement" à rapprocher du budget disponible de 9,150 M€
L'exécution budgétaire sur ce titre approche les 100 % (99,8%) contre 95,4% en 2016.
- 5,290 M€ sur le titre III "Dépenses de support aux programmes" à comparer aux crédits de 5,652 M€ alloués à ce titre.
L'exécution sur ce titre atteint 93,6% (90,5% en 2016), les crédits non engagés s'élevant à 0,361 M€. Le surplus le plus important de 0,177 M€ concerne l'informatique spécifique.

III.3.2. b) Exécution des crédits de paiements

43,093 M€ de crédits de paiement ont été utilisés pour un taux d'exécution de 86,7% (86,4% en 2016).

Les paiements se répartissent comme suit:

- 33,768 M€ sur le **titre I "Dépenses de Personnel"**, soit 96,7% du budget alloué à ce titre. Le solde de 0,774 M€ est reporté à 2018 et fera l'objet de paiements à la réception des factures.
- 6,726 M€ sur le **titre II "Infrastructure et Dépenses de fonctionnement"** représentant 73,5% du budget disponible sur ce titre. Le solde de 2,402 M€ est reporté à 2018 et donnera lieu à paiements à la réception des factures.
- 2,598 M€ sur le **titre III "Dépenses de support aux programmes"** correspondant à 46,0% des crédits disponibles sur ce titre. Le solde de 2,692 M€ est reporté à 2018 pour être payé sur base des factures reçues.

Les principaux paiements restant à réaliser sur les différents titres concernent essentiellement:

Titre I (Dépenses de personnel):

- Comme chaque année, les montants restant à payer concernent les factures pour les intérimaires du mois de décembre ainsi que pour les formations, les prestations de la DG HR et le Service médical.

Titre II (Infrastructure et dépenses de fonctionnement):

- **Chapitre 21 (Dépenses d'immeubles):** Le taux d'exécution sur ce chapitre est comme l'année dernière de 81,0%. Ce taux d'exécution est imputable à l'OIB qui tarde à facturer les loyers et charges locatives.
- **Chapitre 22 (Dépenses de technologie de l'information et de la communication):** Le taux d'exécution sur ce chapitre est de 62,5%, ce qui ne déroge pas au taux habituel. Comme chaque année, des factures importantes restent à payer pour les prestations des consultants des derniers mois de l'année et du début de l'année suivante. De plus, pour

le poste "Équipement de traitement de données et de télécommunication" (ligne 2211), le taux d'exécution de 18,3% s'explique par des engagements effectués en novembre et décembre pour lesquels les factures sont attendues en 2018.

- **Chapitre 23 (Biens meubles et dépenses de fonctionnement courant):** Les paiements atteignent 57,6% (46,1% en 2016) des crédits engagés. Pour la plupart de ces coûts, l'Agence ne maîtrise pas le calendrier de facturation, ce qui est davantage encore le cas pour les frais de contentieux, pour lesquels les factures sont délivrées selon les étapes de procédure.

Titre III (Dépenses de support aux programmes):

- Comme chaque année une partie importante des paiements relatifs aux réunions, à la communication, aux traductions et à l'informatique spécifique auront lieu en 2018 compte tenu du calendrier des engagements et de l'exécution des prestations.
- Seules quelques missions d'audit ont été liquidées en 2017 étant donné que celles-ci ne sont facturées qu'à l'issue des projets de rapports et des rapports finaux.

III.3.2. c) Exécution des crédits reportés (C8):

Les crédits reportés de 2016 s'élevaient à 5,524 M€.

Fin 2017, 4,768 M€ équivalant à 86,3% des crédits reportés ont été consommés (89,1% en 2016). La répartition est la suivante:

- 0,500 M€ (57,4%) sur les crédits reportés du titre I,
- 2,134 M€ (90,6%) sur les crédits reportés du titre II,
- 2,134 M€ (92,9%) sur les crédits reportés du titre III.

Un montant de 0,756 M€ (0,507 M€ en 2016), représentant 13,7% (10,9% en 2016) des crédits reportés a été annulé. La répartition est la suivante:

- 0,372 M€ sur les crédits reportés du titre I,
- 0,221 M€ sur les crédits reportés du titre II,
- 0,163 M€ sur les crédits reportés du titre III.

Les annulations de crédits les plus importantes sont expliquées ci-dessous.

- Sur la ligne 1131 "prestations intérimaires", un montant de 0,289 M€ a été annulé suite à une surestimation du montant des commandes.
- Sur la ligne 2112 "Charges relatives aux immeubles", l'Agence a payé une avance sur les prestations de l'OIB en 2016 et le décompte des frais réels transmis en décembre 2017 s'est avéré inférieur aux estimations.
- Sur la ligne 2312 "Frais de manutention et déménagements", 0,095 M€ reportés ont été dégagés, les coûts de déménagement ayant été surévalués.
- Sur la ligne 3141 "Audit" (0,065 M€), le contractant n'ayant pas finalisé certaines missions au 31/12/2017, l'Agence n'a pas pu procéder au paiement du solde des missions concernées.

Exécution des crédits reportés (crédits C8):

Ligne	Description	Crédits reportés de 2016	Payé	% Payé	Annulation de crédits
1131	Intérimaires	611.249	322.109	52,70 %	289.140
art. 113	Autre personnel externe	611.249	322.109	52,70 %	289.140
Chap. 11	Rémunérations, indemnités et charges	611.249	322.109	52,70 %	289.140
1211	Gestion administrative du personnel	45.141	25.322	56,10 %	19.818
art. 121	Gestion du personnel	45.141	25.322	56,10 %	19.818
1221	Cours de langues, recyclage et perfectionnement professionnel	158.378	114.873	72,53 %	43.506
art. 122	Développement professionnel et missions	158.378	114.873	72,53 %	43.506
1231	Service médical	42.462	30.190	71,10 %	12.273
1232	Mobilité	7.708	4.691	60,85 %	3.018
art. 123	Dépenses sociales	50.170	34.880	69,52 %	15.290
1241	Frais de représentation, réunions internes et événements	7.217	3.099	42,93 %	4.119
art. 124	Représentation et réunions internes	7.217	3.099	42,93 %	4.119
Chap. 12	Développement professionnel et dépenses sociales	260.907	178.174	68,29 %	82.733
Titre I	DEPENSES DE PERSONNEL	872.156	500.283	57,36 %	371.874
2111	Loyers, usufruits et frais accessoires	58.493	34.557	59,08 %	23.937
2112	Charges relatives aux immeubles	772.601	676.930	87,62 %	95.671
art. 211	Loyers et charges	831.094	711.487	85,61 %	119.608
2121	Aménagements des locaux et autres dépenses	51.000	51.000	100,00 %	0
art. 212	Aménagements des locaux	51.000	51.000	100,00 %	0
Chap. 21	Dépenses d'immeubles	882.094	762.487	86,44 %	119.608
2211	Équipement de traitement de données et de télécommunication	405.044	402.079	99,27 %	2.965
2212	Applications informatiques	217.451	217.451	100,00 %	0
art. 221	Environnement TIC	622.495	619.530	99,52 %	2.965
2221	Autres services externes pour le traitement des données	600.952	600.655	99,95 %	296
art. 222	Autres services IT et Telecom	600.952	600.655	99,95 %	296
Chap. 22	Dépenses de technologie de l'information et de la communication	1.223.447	1.220.185	99,73 %	3.261
2311	Achat, location, entretien et réparation de mobilier, matériel et installations tech	500	500	100,00 %	0
2312	Frais de manutention et déménagements	219.594	124.568	56,73 %	95.026
art. 231	Mobilier, Matériel et installations techniques	220.094	125.068	56,82 %	95.026
2321	Papeterie et fournitures de bureau	10.758	7.769	72,21 %	2.989
2322	Affranchissement de correspondance et frais de port	6.000	6.000	100,00 %	0
art. 232	Fournitures de bureau et frais de correspondance	16.758	13.769	82,16 %	2.989
2331	Bibliothèque , abonnement à des publications, acquisition d'information et arch	5.041	4.911	97,42 %	130
art. 233	Acquisition et conservations d'informations	5.041	4.911	97,42 %	130
2342	Frais de contentieux, dommages et intérêts	6.419	6.419	100,00 %	0
art. 234	Charges financières, juridiques et légales	6.419	6.419	100,00 %	0
2351	Assurances et autres dépenses diverses de fonctionnement courant	1.044	800	76,63 %	244
art. 235	Autres dépenses de fonctionnement	1.044	800	76,63 %	244
Chap. 23	Biens meubles et dépenses de fonctionnement courant	249.357	150.967	60,54 %	98.390
Titre II	INFRASTRUCTURE ET DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	2.354.898	2.133.639	90,60 %	221.259
3111	Réunions	135.496	115.642	85,35 %	19.854
art. 311	Réunions	135.496	115.642	85,35 %	19.854
3121	Information, communication et publication	225.806	208.817	92,48 %	16.989
art. 312	Information, communication et publication	225.806	208.817	92,48 %	16.989
3131	Traduction et interprétation	167.519	158.125	94,39 %	9.395
art. 313	Traduction et interprétation	167.519	158.125	94,39 %	9.395
3141	Audits	768.097	703.573	91,60 %	64.524
art. 314	Audits	768.097	703.573	91,60 %	64.524
3151	Frais de missions, de déplacements et autres dépenses accessoires	116.740	72.652	62,23 %	44.089
art. 315	Missions	116.740	72.652	62,23 %	44.089
3161	Informatique spécifique	883.764	875.734	99,09 %	8.030
art. 316	Informatique spécifique	883.764	875.734	99,09 %	8.030
Chap. 31	Dépenses liées à la gestion des programmes	2.297.422	2.134.542	92,91 %	162.879
Titre III	DEPENSES DE SUPPORT AUX PROGRAMMES	2.297.422	2.134.542	92,91 %	162.879
TOTAL		5.524.476	4.768.464	86,32 %	756.012

III.4. BUDGET INITIAL 2017 ET TRANSFERTS

L'Agence a démarré l'année 2017 avec un budget initial de 50,218 M€ qui prenait en compte les incertitudes relatives au déménagement prévu (exemple: un loyer pour les nouveaux bâtiments supérieur au loyer des immeubles BOUR et BOU2).

Lors de la révision budgétaire de juillet, l'Agence a procédé à une actualisation de l'ensemble de ses besoins à la lumière de l'exécution des 6 premiers mois de l'année notamment pour prendre en considération les éléments nouveaux liés au déménagement (montant des loyers ayant été communiqués par l'OIB, travaux à prévoir, réévaluation des dépenses de personnel, etc.).

Une seconde révision ne modifiant pas le montant du budget et se limitant à ventiler différemment certains volets de dépenses a été présentée au, et adoptée par, le Comité de Direction en octobre.

Enfin une troisième révision visant à effectuer les derniers ajustements pour optimiser l'utilisation des crédits sans modification du montant du budget a reçu l'aval du Comité de Direction lors de sa tenue de décembre.

En plus de ces révisions budgétaires, le Directeur a autorisé six aménagements à l'intérieur de certains chapitres en cours de l'année 2017 pour faire face à des besoins urgents.

Recettes 2017 (révisions):

Lignes	Intitulé	Budget initial 2017	Transfert 1	Révision 1	Budget révisé juillet	Révision 2	Budget révisé octobre	Transfert 2	Révision 3	Transfert 3	Budget final 2017
	RECETTES										
1	SUBVENTION DE L'UNION EUROPÉENNE										
11	SUBVENTION DE L'UNION EUROPÉENNE										
111	Contribution des programmes										
1111	Contribution d' "Erasmus +", programme de l'Union Européenne dans les domaines de l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport, au budget de fonctionnement de l'Agence Exécutive (DG EAC)	27.377.520		-500.000	26.877.520		26.877.520				26.877.520
1112	Contribution d' "Europe Creative", programme de l'Union Européenne dans les domaines de l'audiovisuel et la culture, au budget de fonctionnement de l'Agence Exécutive (DG EAC + DG CNECT)	12.771.464			12.771.464		12.771.464				12.771.464
1113	Contribution d' "l'Europe pour les Citoyens", programme de l'Union Européenne visant à promouvoir la citoyenneté européenne, au budget de fonctionnement de l'Agence Exécutive (DG HOME)	2.248.643			2.248.643		2.248.643				2.248.643
1114	Contribution des "instruments de coopération au développement" (DCI) et "instrument européen de voisinage" (ENI) au budget de fonctionnement de l'Agence Exécutive afin de promouvoir la dimension internationale de l'enseignement supérieur et d'autres actions (DG DEVCO+DG NEAR + DG EAC)	5.366.005			5.366.005		5.366.005				5.366.005
1115	Contribution de l'instrument de Partenariat (PI) au budget de fonctionnement de l'Agence Exécutive afin de promouvoir la dimension internationale de l'enseignement supérieur et d'autres actions (FPI)	194.000			194.000		194.000				194.000
1116	Contribution du programme d' "aide de préadhésion" (IPA) au budget de fonctionnement de l'Agence Exécutive afin de promouvoir la dimension internationale de l'enseignement supérieur et d'autres actions (DG NEAR + DG EAC)	838.088			838.088		838.088				838.088
1117	Contribution du programme d' "aide humanitaire" au budget de fonctionnement de l'Agence Exécutive afin de renforcer la capacité de l'Union à répondre aux crises humanitaires (DG ECHO)	1.039.000			1.039.000		1.039.000				1.039.000
	Total de l'article 111	49.834.720	0		49.334.720		49.334.720				49.334.720
112	Contribution du FED										
1121	Contribution du Fonds européen de développement (FED)	383.000			383.000		383.000				383.000
	Total article 112	383.000	0		383.000		383.000				383.000
	TOTAL CHAPITRE 1 1	50.217.720	0		49.717.720		49.717.720				49.717.720
	TOTAL TITRE I	50.217.720	0		49.717.720		49.717.720				49.717.720
2	RECETTES DIVERSES										
21	PRODUIT DE LA VENTE OU DE LA LOCATION DE BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES										
2111	Produit de la vente ou de la location de biens meubles et immeubles										
		p.m.			p.m.		p.m.				p.m.
	TOTAL CHAPITRE 2 1	0	0		0		0				0
2 2	RECETTES ET INDEMNISATION DE SERVICES FOURNIS À TITRE ONÉREUX										
2211	Recettes et indemnisation de services fournis à titre onéreux										
		p.m.			p.m.		p.m.				p.m.
	TOTAL CHAPITRE 2 2	0	0		0		0				0
2 3	REMBOURSEMENT DE DÉPENSES DIVERSES										
2311	Remboursement de dépenses diverses										
		p.m.			p.m.		p.m.				p.m.
	TOTAL CHAPITRE 2 3	0			0		0				0
	TOTAL TITRE II	0			0		0				0
	TOTAL GÉNÉRAL	50.217.720	0		49.717.720		49.717.720				49.717.720

Dépenses 2017 (révisions/transferts Titre I, II et III):

DEPENSES											
Lignes	Intitulé	Budget initial 2017	Transfert 1	Révision 1	Budget révisé juillet	Révision 2	Budget révisé octobre	Transfert 2	Révision 3	Transfert 3	Budget final 2017
1	DEPENSES DE PERSONNEL										
1 1	REMUNERATIONS, INDEMNITES ET CHARGES										
111	Agents temporaires occupant un emploi prévu au tableau des effectifs										
1111	Agents temporaires - salaires, indemnités, allocations et charges	13.000.000		-378.000	12.622.000	-70.000	12.552.000			-30.000	12.522.000
1112	Fonctionnaires mis à disposition	p.m.			p.m.		p.m.				p.m.
	Total article 111	13.000.000	0		12.622.000		12.552.000				12.522.000
112	Agents contractuels										
1121	Agents contractuels - salaires, indemnités, allocations et charges	17.900.000		-380.000	17.520.000	-75.679	17.444.321				17.444.321
	Total article 112	17.900.000	0		17.520.000		17.444.321				17.444.321
113	Autre personnel externe										
1131	Intérimaires	2.100.000		700.000	2.800.000		2.800.000			30.000	2.830.000
1132	Stagiaires	295.000			295.000	-2.821	292.179				292.179
1133	Fonctionnaires et experts nationaux ou internationaux de même qu'agents du secteur privé détachés temporairement à l'Agence	p.m.			p.m.		p.m.				p.m.
	Total article 113	2.395.000	0		3.095.000		3.092.179				3.122.179
	TOTAL DU CHAPITRE 1 1	33.295.000	0		33.237.000		33.088.500				33.088.500
12	DEVELOPPEMENT PROFESSIONNEL ET DEPENSES SOCIALES										
121	Gestion du personnel										
1211	Gestion administrative du personnel	412.000		50.000	462.000	-9.000	453.000				453.000
	Total article 121	412.000	0		462.000		453.000				453.000
122	Développement professionnel et missions										
1221	Cours de langues, recyclage et perfectionnement professionnel	350.000		55.000	405.000	-10.000	395.000		-10.000		385.000
1222	Missions administratives	p.m.			p.m.		p.m.				p.m.
	Total article 122	350.000	0		405.000		395.000				385.000
123	Dépenses sociales										
1231	Service médical	80.000			80.000	10.000	90.000				90.000
1232	Mobilité	60.000		3.000	63.000		63.000				63.000
1233	Services sociaux et autres interventions	700.000		-100.000	600.000		600.000		168.000		768.000
	Total article 123	840.000	0		743.000		753.000				921.000
124	Représentation et réunions internes										
1241	Frais de représentation, réunions internes et événements	40.000		-15.000	25.000	42.500	67.500				67.500
	Total article 124	40.000	0		25.000		67.500				67.500
	TOTAL CHAPITRE 1 2	1.642.000	0		1.635.000		1.668.500				1.826.500
	TOTAL TITRE I	34.937.000	0		34.872.000		34.757.000				34.915.000
2	INFRASTRUCTURE ET DEPENSES DE FONCTIONNEMENT										
21	DEPENSES D'IMMEUBLES										
211	Loyers et charges										
2111	Loyers/usufruits et frais accessoires	3.600.000	-65.000	-353.000	3.182.000		3.182.000				3.182.000
2112	Charges relatives aux immeubles	2.326.720		-50.000	2.276.720		2.276.720				2.276.720
	Total article 211	5.926.720	-65.000		5.458.720		5.458.720				5.458.720
212	Aménagement des locaux										
2121	Aménagement des locaux et autres dépenses	40.000	65.000	20.000	125.000		125.000				125.000
	Total article 212	40.000	65.000		125.000		125.000				125.000
	TOTAL CHAPITRE 2 1	5.966.720	0		5.583.720		5.583.720				5.583.720
22	DEPENSES DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC)										
221	Environnement TIC										
2211	Équipement de traitement de données et de télécommunication	280.000			280.000		280.000	125.000			405.000
2212	Applications informatiques	370.000	100.000		470.000		470.000	5.000			475.000
	Total article 221	650.000	100.000		750.000		750.000				880.000
222	Autres services IT et Telecom										
2221	Autres services externes pour le traitement des données	2.400.000	-100.000		2.300.000		2.300.000	-130.000			2.170.000
	Total article 222	2.400.000	-100.000		2.300.000		2.300.000				2.170.000
	TOTAL CHAPITRE 2 2	3.050.000	0		3.050.000		3.050.000				3.050.000
23	BIENS MEUBLES ET DEPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT										
231	Mobilier, Matériel et installations techniques										
2311	Achat, location, entretien et réparation de mobilier, matériel et installations techniques	25.000	35.000	50.000	110.000		110.000				110.000
2312	Frais de manutention et déménagements	20.000			20.000		20.000				20.000
	Total article 231	45.000	35.000		130.000		130.000				130.000
2 3 2	Fournitures de bureau et frais de correspondance										
2321	Papeterie et fournitures de bureau	85.000	-35.000	35.000	85.000		85.000				85.000
2322	Alfranchissement de correspondance et frais de port	50.000		10.000	60.000		60.000				60.000
	Total article 232	135.000	-35.000		145.000		145.000				145.000
233	Acquisition et conservations d'informations										
2331	Bibliothèque, abonnement à des publication, acquisition d'information et archivage de documents	45.000		62.000	107.000		107.000				107.000
	Total article 233	45.000	0		107.000		107.000				107.000
234	Charges financières, juridiques et légales										
2341	Frais bancaires et autres frais financiers	1.000			1.000		1.000				1.000
2342	Frais de contentieux, dommage et intérêts	50.000	101.000		151.000	50.000	201.000		-75.000		126.000
	Total article 234	51.000	101.000		152.000		202.000				127.000
235	Autres dépenses de fonctionnement										
2351	Assurances et autres dépenses diverses de fonctionnement courant	8.000			8.000		8.000				8.000
	Total article 235	8.000			8.000		8.000				8.000
	TOTAL CHAPITRE 23	284.000	101.000		542.000		592.000				517.000
	TOTAL TITRE II	9.300.720	101.000		9.175.720		9.225.720				9.150.720
3	DEPENSES DE SUPPORT AUX PROGRAMMES										
31	DEPENSES LIEES A LA GESTION DES PROGRAMMES										
311	Réunions										
3111	Réunions	330.000		-230.000	100.000	60.000	160.000				160.000
	Total article 311	330.000	0		100.000		160.000				160.000
312	Information, communication et publication										
3121	Information, communication et publication	700.000		-50.000	650.000	-50.000	600.000				600.000
	Total article 312	700.000	0		650.000		600.000				600.000
313	traduction et interprétation										
3131	traduction et interprétation	700.000			700.000		700.000				700.000
	Total article 313	700.000	0		700.000		700.000				700.000
314	Audits										
3141	Audits	1.100.000		-110.000	990.000	55.000	1.045.000		-83.000		962.000
	Total article 314	1.100.000	0		990.000		1.045.000				962.000
315	Missions										
3151	Frais de missions, de déplacements et autres dépenses accessoires	650.000	-101.000		549.000		549.000				549.000
	Total article 315	650.000	-101.000		549.000		549.000				549.000
316	Informatique spécifique										
3161	Informatique spécifique	2.500.000		181.000	2.681.000		2.681.000				2.681.000
	Total article 316	2.500.000	0		2.681.000		2.681.000				2.681.000
317	Autres dépenses liées à la gestion des programmes										
3171	Autres dépenses liées à la gestion des programmes *	0			0		0				0
	Total article 317	0			0						0
	TOTAL DU CHAPITRE 31	5.980.000	-101.000		5.670.000		5.735.000				5.652.000
	TOTAL DU TITRE III	5.980.000	-101.000		5.670.000		5.735.000				5.652.000
	TOTAL DEPENSES	50.217.720	0		49.717.720		49.717.720				49.717.720

IV. RESSOURCES HUMAINES

Sur les 110 postes d'agents temporaires autorisés en 2017, 102 étaient occupés fin 2017.

En ce qui concerne les agents contractuels, l'effectif cible de l'Agence pour 2017 était de 356 agents. Sur ces 356 postes, 334 étaient occupés au 31 décembre 2017.

AGENTS TEMPORAIRES				
Grades	2016		2017	
	autorisés	Pourvus au 31/12/2016	autorisés	Pourvus au 31/12/2017
	Temp.	Temp.	Temp.	Temp.
AD 16				
AD 15				
AD 14	5	2	5	1
AD 13	6	9	8	12
AD 12	7	2	5	2
AD 11	10	11	12	12
AD 10	11	9	11	14
AD 9	16	19	14	14
AD 8	8	8	8	6
AD 7	8	6	8	8
AD 6	7	6	7	3
AD 5	3	3	3	2
<i>Total grade AD</i>	81	75	81	74
AST 11	1		1	
AST 10	1	1	2	1
AST 9	1	1		1
AST 8	1	1	1	1
AST 7	3		3	
AST 6	2	3	5	8
AST 5	10	11	9	6
AST 4	7	9	5	10
AST 3	3	3	3	1
AST 2				
AST 1				
<i>Total grade AST</i>	29	29	29	28
Total général	110	104	110	102

AGENTS CONTRACTUELS				
Groupe de fonctions	2016		2017	
	effectifs "cible"	Pourvus au 31/12/2016	effectifs "cible"	Pourvus au 31/12/2017
GF IV	110	93	105	92
GF III + GF II + GFI	246	245	251	242
Total général	356	338	356	334

GRAND TOTAL AT+AC	466	442	466	436
--------------------------	------------	------------	------------	------------